BOUIRA

Deux terroristes abattus à El-Adjiba

Les forces de l'ANP en embuscade dans la localité de Chréa, relevant de la commune d'El Adjiba, à 30 kilomètres au sud-est de Bouira, ont réussi jeudi dernier, aux environs de 7 heures du matin, à mettre hors d'état de nuire deux terroristes et à récupérer leurs armes, une kalachnikov et un fusil semi-automatique de type Semionov, des munitions, une paire de jumelles et deux téléphones portables, a-t-on appris jeudi de sources sécuritaires locales.

Les mêmes sources, qui nous indiquent que les corps ont été transférés vers l'hôpital de M'chédallah où ils sont en cours d'identification, rappellent que cette opération est venue après une semaine de déploiement intense des éléments de l'ANP qui ont bouclé le périmètre compris entre la région de M'chédallah au nord et la vaste forêt de Tamellahth au sud qui s'étale sur deux communes, Ahnif et El Adjiba, en multipliant des embuscades et autres barrages.

Les deux terroristes, ajoutent nos sources, auraient été signalés la veille au niveau de la région de Semmache, se dirigeant vers la région de Tamellahth.

La semaine dernière, une source sécuritaire locale a fait état de la présence de deux groupes terroristes affiliés au groupe Jund Al Khalifah qui avait prêté allégeance à Daesh, en septembre dernier, du côté de M'chédallah. Aussi, c'est vraisemblablement suite à ces informations que les forces de l'ANP avaient multiplié les barrages pour resserrer l'étau sur ces terroristes dont deux d'entre eux viennent d'être éliminés à El Adjiba ce jeudi.

Cette opération réussie est la première du genre dans la région, depuis la décapitation du Français Hervé Gourdel le 22 septembre dernier à Ath Ouabane, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Depuis cette date, alors que les terroristes de Jund Al Khilafah, qui avaient fui la région sud de Tizi-Ouzou, objet d'une vaste opération de ratissage et d'une présence jamais égalée de militaires évalués à plus de 3 000 soldats, avaient multiplié leurs apparitions dans cette région Est de la wilaya de Bouira, en allant jusqu'à opérer en plein jour en délestant des chasseurs de leurs fusils de chasse dans la région de Chréa à la mi-janvier, à El Adjiba et en commettant un attentat contre deux gendarmes le 3 février dernier toujours à El Adjiba, ces terroristes ont réussi jusqu'à ce jeudi à passer entre les mailles des services de sécurité.

Les forces de l'ANP avaient quand même réussi au mois dernier à détruire une vingtaine de casemates dans la région de Tamellahth et à découvrir le cadavre d'un terroriste en état de décomposition.

Hier encore, nos sources indiquent que les éléments de l'ANP sont toujours sur le terrain, décidés qu'ils sont à en finir avec ce groupe terroriste qui écume la région Est de la wilaya et qui a créé, depuis un certain temps, un climat de psychose au sein de la population.

H. M.

ASSASSINAT DU COMMERÇANT-LIVREUR DE L'ARMÉE

La coordination des villages et quartiers de Larbaâ-Nath-Irathène condamne

La coordination des villages et quartiers de Larbaâ-Nath-Irathène a réagi en rendant publique une déclaration où elle condamne avec force l'assassinat de Rekkab Belkacem par les terroristes qui l'ont intercepté, près d'Azeffoun, sur le CW N°158, alors qu'il revenait d'une livraison d'un campement militaire situé au village Akerrou. Jeune commerçant, Rekkab Belkacem était lié par une convention avec le ministère de la Défense pour la fourniture en produits alimentaires des troupes de l'ANP stationnées dans de nombreux endroits de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Son enterrement, dans l'après-midi d'hier vendredi, en présence d'une foule nombreuse dans son village Taguemount-Boudfal a provoqué l'émoi et la colère de la population. Une grève générale a été observée durant toute la matinée d'hier à Larbaâ-Nath-Irathène, tous les commerçants ont fermé leurs magasins jusqu'à 14 h. Une action décidée par la coordination des villages et quartiers de l'ex-Fort National qui, dans une déclaration, «dénonce avec force le lâche attentat contre le jeune R. Belkacem dans l'exercice de ses fonctions». Elle appelle à la mobilisation «de tous contre la barbarie terroriste islamiste». Un appel que partage la famille du défunt qui fustige, de son côté, «la barbarie intégriste».

S. A. M.

AMAR SAÂDANI :

«Qu'ils soient maudits ceux qui envient l'Algérie»

Pour sa réapparition sur la scène politique, après une absence remarquée, le secrétaire général du FLN était ce jeudi à Oran où il a procédé, dans la matinée à l'installation officielle de M. Djelloul Brahma en tant que mouhafedh d'Arzew, et Benali Lahouari, mouhafedh d'Es-Senia. La suite a viré au folklore qui a eu lieu dans la localité de Oued Tlélat (Oran) où les organisateurs n'ont pas trouvé meilleur accueil pour le SG du FLN qu'en la personne de «Khadidja Michelet» et son groupe de medahate.

Photo : NewPress

Saâdani revendique la légitimité de l'actuelle direction.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Ainsi, cette chanteuse populaire connue à Oran, a chauffé la salle omnisports réservée aux femmes, à travers des chants religieux, mais aussi d'autres puisés de son répertoire à poèmes du terroir qui fait l'éloge du bien-aimé.

Une chanson à la gloire du Président a même été chantée en attendant l'arrivée de M. Saâdani qui a récupéré le micro pour un discours d'à peine dix minutes. Rien de nouveau et reprenant son habituel discours, le SG du FLN s'est attaqué à l'opposition qui contribue à ses yeux à semer la peur et à tout dépeindre en noir semant le pessimisme au sein de la société. Il ciblera dans son discours les membres de la CNLTD, qui se sont déplacés au Sud pour soutenir la population contre l'exploitation du gaz de schiste.

«Aujourd'hui, le marché de la politique chez certains politiciens importe une marchandise que n'accepte ni la femme ni l'homme dans ce pays, ils sèment le pessimisme et ceci est le signe de leur échec.»

Le FLN se dressera contre tous ces gens qui appellent à la politique de la fissure sociale, dit-il et d'ajouter «qu'ils soient tous maudits ceux qui nous envient et ceux qui renient la sérénité dans laquelle se trouve l'Algérie».

C'est au milieu d'un grand désordre et de bousculades, entre ceux qui voulaient approcher le SG du FLN pour se plaindre ou demander un service et des dizaines de femmes qui voulaient prendre une photo avec le patron du FLN, que les journalistes ont peiné pour poser leurs questions.

Concernant l'appel du FFS quant à son projet du consensus national, Amar Saâdani dira que son parti est pour le dialogue, toutefois il ajoute une précision «nous sommes avec le dialogue auquel a appelé le président Bouteflika et celui de notre parti, un dialogue constructif, mais nous ne sommes pas avec le dialogue qui n'apporte pas de résultats». A la question de savoir si Saâdani a eu un tête-à-tête avec le chef d'état-major et vice-ministre de la défense Gaïd Salah, il dira «non ce n'est pas vrai».

Abordant la crise qui secoue son parti, Amar Saâdani revendique la légitimité de l'actuelle direction. «Il n'y a aucune illégitimité du mandat du comité central, la direction du parti qui est élue pour un mandat dont l'arrivée à échéance ne sera effective qu'au moment de la tenue du congrès».

A. B.

MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«Le gouvernement n'assure que le service minimum»

L'exécutif est caractérisé par un immobilisme puisque son action est réduite à un «service minimum» qui ne couvre même pas les multiples urgences provoquées selon lui, et la cacophonie induite par l'irruption d'acteurs institutionnels livrés à eux-mêmes.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le constat est du président du RCD. Intervenant, hier vendredi, à l'ouverture des travaux d'une session ordinaire du Conseil national du parti, Mohcine Belabbas a d'emblée situé les responsables de cette «déliquescence en cours», soit «les usurpateurs de la souveraineté du peuple qui ont fondé leur action contre la légitimité des organes de la révolution algérienne». Et de prédire des «lendemains incertains» à cause de «l'absence d'un pouvoir légitime, de l'indécision des tenants du pouvoir de fait, de l'improvisation et de l'approximation dans la gestion des affaires courantes à tous les niveaux devenus la règle». D'où poursuivra-t-il, «les tensions sociales qui rythment tous les secteurs de la vie publique avec leur corollaire, installent l'inquiétude dans de larges pans de la population et à l'intérieur des familles elles-mêmes».

Il s'en prendra, dans la foulée, aux deux chambres du parlement, «incapables, selon lui, d'initier le moindre débat parlementaire dans une conjoncture où la rue, les médias et les espaces publics sont le théâtre de débats sur plusieurs sujets d'actualité, notamment le gaz de schiste ou la situation dans la vallée du M'zab». Et pas que les députés qui sont montrés du doigt par le président du RCD puisque, poursuivra-t-il, des ministres compensent leur déficit ou leur carence en initiatives dans leurs secteurs respectifs, «s'engagent dans des polémiques politiciennes pour se donner un minimum de visibilité médiatique et s'extraire de la léthargie générale de l'exécutif».

Et parce que, «frappé d'illégitimité et aux prises à des luttes de clans et aux montées organisées de la contestation populaire», Belabbas estimera que le gouvernement actuel est «plus un problème qu'une partie de la solution».

Evoquant la corruption, le président du RCD dira que les tant attendus procès y afférent «tardent» à être programmés, estimant que l'affaire Khalifa, malgré l'extradition depuis plus d'une année de Abdelmoumen Khalifa, ne semble pas constituer une «priorité». Ceci au moment, ajoutera-t-il, où «le premier responsable des scandales Sonatrach I, et Sonatrach II n'est pas inquiété puisqu'aucune information sur une quelconque demande d'extradition n'a encore été confirmée». Pour lui, «le report du procès sur le scandale Sonatrach I renseigne déjà sur le temps que prendra son traitement».

Le président du RCD fera part d'augmentation «effrénée» de la dette intérieure et des velléités d'entreprises étrangères de se délocaliser ou encore le secteur des hydrocarbures qui est en «crise sous l'effet de la baisse des réserves et de la production, d'une offre abondante sur le marché mondial qui tire les prix à la baisse et des scandales de corruption à répétition qui secouent la Sonatrach».

Et de décréter, sentencieux, qu'un gouvernement d'individus «disparates» ne «peut mener une politique de redressement économique», estimant que le pays «paie les choix opérés ces quinze dernières années qui ont privilégié la politique de la dépense, le payement par anticipation de la dette étrangère et le placement de l'épargne à l'étranger à celle de l'investissement productif». Ce qui, selon Belabbas, «ne pouvait que perpétuer la dépendance vis-à-vis des ressources en hydrocarbures».

Le président du RCD abordera aussi le rapport des experts européens à propos de l'élection présidentielle du 17 avril 2014. Pour lui, «même s'il confirme l'absence des conditions de la compétition politique en Algérie, il ne dédouane pas les gouvernements européens de leur silence sur les pratiques du régime algérien». Et de ressasser, dans la foulée, l'exigence du parti et de larges pans de l'opposition, de l'institutionnalisation d'une instance indépendante et permanente de supervision des élections.

M. K.

GHARDAÏA

Grève générale des Malékites

Les quartiers malékites de Ghardaïa ont fait grève générale ce jeudi, suite aux décisions de justice prononcées contre des émeutiers, notamment des individus qui ont participé à des tentatives de meurtre.

Les commerces malékites ont baissé rideau ce jeudi, à Ghardaïa et à Berriane. Cette action de protestation, selon des sources locales, vient après les décisions de justice prononcées dans différents tribunaux du pays, contre des individus arrêtés lors des affrontements intercommunautaires que connaît la région depuis novembre 2013.

«Il y a eu des dizaines d'individus qui ont été condamnés à différentes peines. Les plus importantes sont de 10 et 12 ans, prononcées contre huit personnes dont trois sont en fuite, pour avoir participé à une tentative de meurtre», indiquent nos sources. En effet, il y a environ trois semaines, plusieurs jeunes Malékites ont poignardé un Mozabite au niveau du cimetière Baba Aïssa-Oulawane. La victime avait miraculeusement survécu. Une vidéo montrant la scène de tentative de meurtre a été d'ailleurs largement partagée sur les réseaux sociaux et a provoqué l'émoi des internautes. «Les familles des huit personnes condamnées ont considéré le jugement exagéré. Sauf que le meurtre et la tentative de meurtre sont équivalents devant la loi», expliquent toujours les mêmes sources.

Par ailleurs, il est à signaler que la grève n'a pas touché uniquement les commerces, mais aussi les services de certaines administrations. «Contrairement aux commerces, la grève n'a pas été largement suivie dans les administrations et autres agences de service public», ajoutent nos sources.

Mehdi Mehenni